# RENDEZ VOS COMPTES! LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE...



# RENDEZ

# VOS COMPTES !

---

## LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

jugé au point de vue du droit

PAR L.

Il y a des hommes qui méritent la haine plus que les courtisans des rois, ce sont les courtisans du peuple. Les premiers n'avilissent que leur conscience, les seconds déconsidèrent et étouffent la liberté.



1871



Napoli — Tip. Giusti

# RENDEZ VOS COMPTES !

Depuis le jour où l'inexplicable forfanterie de Mr Le Marquis de Grammont vint évoquer inopinément, au sein du corps législatif, le fantôme de la guerre, tous les hommes qui se sont succédés au gouvernement de notre malheureux pays semblent avoir été frappés d'un étrange aveuglement. Le ministre Ollivier déclarant affronter, *d'un coeur léger*, les effroyables éventualités d'une lutte sans précédents donna le signal de la déraison, et, si l'on jette un coup-d'œil sur les événements dont la France a été, depuis, le théâtre, on peut se demander ce que sont devenus, chez les dépositaires du pouvoir, cette mesure et ce bon sens qui ont fait du peuple français le premier peuple de l'Univers.

En juin 1870 la France voulait la guerre et elle avait raison de la vouloir. L'attitude menaçante de la Prusse l'inquiétait à bon droit. La victoire de Sadowa avait été, pour elle, une défaite morale. Mais l'Empire qui avait prodigué l'or et le sang pour faire piller la Chine et asservir le Mexique s'était trouvé sans armes et sans soldats lorqu'il s'était agi de sauvegarder, dans l'avenir, la prépondérance du nom français.

L'opinion publique, du moins, s'était réfugiée dans cette idée que, depuis quatre années, des mesures énergiques avaient été prises pour réparer cette faute et faire face à de prochaines éventualités. Rien n'avait été négligé pour entretenir cette croyance : le maréchal Niel avait introduit dans l'organisation militaire d'importantes améliorations; la création de la garde mobile, les chassepots, les mitrailleuses, les armements de toutes sortes, les expériences faites de ces nouveaux engins et les résultats obtenus, les sommes importantes votées pour l'entretien de l'armée, les discours du Souverain pleins d'allusions à ce nouvel état de choses, et enfin, quand le moment fut venu, les paroles explicites du maréchal Leboeuf ministre de la Guerre, affirmant, sur une interpellation, que la France était prête, toutes ces choses auxquelles il convient d'ajouter les coupables vanteries de la presse, avaient accrédité le bruit que le gouvernement n'attendait qu'une occasion pour prendre une éclatante revanche.

La candidature Hohenzollern ne fut, dans l'esprit de tous, qu'un prétexte attendu et saisi avec une égale impatience et, lorsque le cri de guerre se fit entendre, il retentit aux quatre coins de la France répercuté par l'enthousiasme populaire.

Helas ! à partir de ce moment il faut se voiler la face ! La ridicule journée de Sarrebruck fut le dernier mensonge du gouvernement d'alors, et toutes les illusions qu'il avait fait naître s'évanouirent bientôt au bruit du canon prussien. Notre armée, trop peu nombreuse, éparpillée maladroitement, fut sacrifiée. Le soldat conduit sur les champs de bataille sans vivres et souvent sans munitions, se vit écrasé plus encore par l'impéritie de ses chefs que

par le nombre des ennemis; enfin, jusqu'à Sédan, ce furent des désastres sans nom et le trône impérial fut emporté dans un fleuve de sang. . . .

La République était née ! — Je me trompe. Ceux qui ramassèrent le pouvoir tombé se constituèrent sous le nom de *gouvernement de la défense nationale*, se donnant la mission de continuer la guerre à outrance.

Pourquoi ?

La France n' avait-elle pas assez souffert ? n' était-ce pas assez de revers et de deuil ? La paix à ce moment aurait eu cet avantage d'être à coup sur moins onéreuse, d'épargner toutes les ruines qui, depuis, se sont accumulées, de mettre la nation à même de se relever un jour mieux préparée, de rejeter sur l' Empire tout l'odieux de nos défaites, d'inscrire à l'actif de ses hontes le massacre de nos armées, de répudier toute participation à de tels crimes et de faire dire à l' histoire : l'Empire est le seul coupable, lui seul doit supporter l' universelle réprobation.

Du reste toute l' armée était prisonnière, la moitié prise à Sédan, l' autre moitié bloquée à Metz. Les soldats manquaient, les armes manquaient, l' argent allait manquer !

La paix était sage, politique, humaine, forcée. Continuer la guerre c'était consommer notre perte, c'était impossible, c'était fou !

Les hommes de la *Défense* ont fait cette folie.

En avaient-ils le droit ?

Pourquoi ne pas faire appel aux suffrages du peuple afin de constituer un pouvoir régulier ? — C' était impossible avec les provinces

envahies ? — C'est faux; — l'ennemi donnait les facilités nécessaires ; les élections se sont faites depuis et dans des circonstances autrement défavorables. Les conditions de la paix étaient onéreuses dites vous ? — Les conséquences inévitables de la guerre et la paix qui devait suivre l' étaient bien davantage ! Raison de plus d' ailleurs pour consulter la nation et pour ne pas assumer, de votre chef, la responsabilité terrible, qui, aujourd'hui pèse sur vous.

Ainsi, des hommes sensés se sont dit : l'ennemi foule notre sol; dans quelques jours il sera aux portes de Paris; c'est une multitude sans cesse renouvelée, disposant d'engins terribles, exaltée par des victoires constantes ; elle a dispersé, paralysé, détruit, en deux rencontres, toutes nos forces ; nous n' avons plus de soldats, presque plus d'armes, qu'importe ? soldats et armes, nous ferons tout cela, et celte multitude qui vient d'écraser nos troupes les mieux aguerries, quelques régiments improvisés à la hâte vont la vaincre et l'anéantir....

Ainsi, des légistes, presque tous avocats, qui font profession de défendre la loi et de la faire respecter se sont dit : nous nous arrogeons le droit de violer la loi, le bon sens, l'humanité; nous avons pris le pouvoir et le voulons garder ; d'ailleurs nous serons bons princes ; nous ferons nos amis et connaissances généraux, ambassadeurs, préfets ; pour eux nous créerons des charges, nous inventerons des missions, des négociations d'emprunt; nos créatures s'épanouiront aux emplois publics, soignées, fêtées, bien nourries, bien payées ; — nous enverrons le reste aux Prussiens ! Nous commanderons, gouvernerons, décréterons ; nous nous ferons passer

pour une nécessité sociale ; nous atteindrons toutes les fortunes et toutes les affections, nous sèmerons le deuil, nous arracherons des larmes de tous les yeux, - et cela parce que c'est notre bon plaisir; puis, en quelques discours, nous parlerons d'honneur, de patrie, et l'on oubliera tout; cette bonne France en a vu bien d'autres.....

Pourtant certains ont eu peur. Les faiseurs de gouvernements eux mêmes, ceux qui, au milieu du tapage de la rue, montent en fiacre et vont aux ministères donner congé aux ministres pour se substituer à eux, ceux-là même habitués à ces sortes d'équipées, en vieux praticiens de chicane et prévoyant le reveil du bon sens public, ont voulu mettre dans leur dossier une de ces pièces au moyen des quelles, avec de l'audace, on gagne les plus mauvais procès.

Paris était exalté, fou de colère. Il est des moments, chez les peuples comme chez les hommes, où la raison fait place à la fureur; on a profité d' un de ces moments; on a mis en jeu l' honneur national, on a exaspéré les fibres les plus irritables, on a fait croire à des humiliations et à des espérances également chimériques et l'on a extorqué, à Paris, un vote de confiance.

Ce vote a été le point de départ d' un arbitraire sans exemple et sans nom. Ceux auxquels Paris s'était livré, dans son égarement, se sont imposés à la province. De quel droit, s'il vous plait, et quelle est cette politique nouvelle qui voudrait écraser les villes vassales sous la suprématie de la Capitale? C' est faire, ce nous semble, bon marché du reste de la France! Etrange façon, en vérité, d'inaugurer la République et de comprendre la liberté!

Les autres villes ont été logiques; ce que Paris avait fait, elles ont

voulu le faire. Les villes de Lyon, Marseille, Bordeaux ont installé des gouvernements. Elles en avaient le droit aussi bien que Paris. Chaque village, chaque bourgade avait le droit d'imiter Paris. C'était le chaos, l'anarchie. Alors des hommes sont arrivés et ont dit: « Taisez-vous et obéissez; nous arrivons de Paris; cela doit suffire!! — Helas! Chose bouffonne et douloureuse! les populations se sont inclinées et ont obéi, tant l'habitude de l'esclavage peut obscurcir, chez les hommes, le sentiment et la raison! (1)

Pourtant, la plupart des membres du gouvernement de la *Défense* ont compris le vice originaire de leur situation, et, partagés entre les excitations de l'orgueil politique et les conseils de la prudence, ils se sont vite effacés, ne laissant figurer sur la scène que MM. Trochu, J. Favre et Gambetta.

A M. le Général Trochu nous dirons: vous avez été nommé par Paris, non par la France. Vous avez appelé, pour défendre Paris, des hommes de la province. Ces hommes ne vous avaient pas nommé, ne vous connaissaient pas. . . .

Vous avez donc agi sans mandat, contrairement au droit.

Cette chose, que vous avez tentée de votre propre autorité, était-elle possible ? et, pour vous dispenser de faire appel aux suffrages du peuple, aviez-vous au moins, de votre côté, le bon sens? Certes, vous êtes soldat et vous saviez bien qu'on ne fait pas des soldats du jour au

---

(1) Un jour, peut être, dénoncerons-nous à la réprobation publique les actes de certains délégués du *gouvernement de la défense*, hommes tarés pour la plupart, qui, par des mesures iniques, ont fait regretter les préfets de l'empire.

lendemain, vous saviez bien que des pères de famille étrangers au maniement des armes ne peuvent former une armée sérieuse; vous saviez à quel ennemi vous aviez affaire; vous saviez que notre artillerie était inférieure, vous saviez que la famine, fatalement, devait venir. . . .

Vous avez donc agi, sciemment, au rebours de toute prudence!

Qu'avez vous fait? qu'avez vous tenté? quel était, enfin, votre plan, ce plan mystérieux qui, selon les journaux menteurs jusqu'à la dernière heure, avait le don d'enthousiasmer vos amis à huis-clos et que ceux qui payaient de leur sang n'ont jamais pu connaître? — Comme vos amis les avocats, vous avez abusé des mots, vous avez fait afficher, sortant de Paris, *que vous n'y rentreriez que vainqueur ou mort!* et aussi, *que vous ne vous rendriez jamais!* Voilà des engagements téméraires qu'il est plus facile de formuler que de tenir. L'événement vous l'a prouvé.

Vous avez fait des sorties qui n'ont eu d'autre résultat que de faire tuer de malheureux jeunes gens. Alléguerez-vous la faiblesse d'une armée non aguerrie qui ne vous permettait pas de tenter un grand effort? nous le répétons, il ne vous était pas permis de vous tromper à ce sujet, votre expérience de soldat vous faisait un devoir d'éclairer les membres de la *Défense*, plutot que de vous associer à leurs sanglantes entreprises et de les encourager.

En somme vous êtes un de ceux qui, par leur attitude et leurs discours, ont contribué le plus à entretenir, parmi le peuple, les folles illusions qui l'ont conduit à d'irréparables catastrophes.

Comme ceux de Sédan et de Metz, grâce à vous, les braves de Paris ont du, les larmes aux yeux, jeter leurs armes aux pieds de l'ennemi.



Vous avez cruellement gaspillé l'héroïsme de la France !

A M. J. Favre nous dirons : Dès le premier jour vous vous êtes inquiété de la paix. — C'est bien. — Mais alors pourquoi figurer parmi les membres du gouvernement de la *Défense*? Paris vous investit de la mission de continuer la guerre, — nous avons dit qu'il n'en avait pas le droit, — mais enfin ce droit vous le lui reconnaissez en acceptant la mission qu'il vous confie, et, le lendemain, vous allez faire à M. de Bismarck des propositions pacifiques ! quel était votre sentiment ? quelle votre pensée ? si vous étiez pour la paix, vous ne deviez pas siéger au gouvernement ; si vous étiez pour la guerre, à quoi bon aller voir M. de Bismarck ?

M. Thiers a été plus logique. Il a répudié la situation équivoque acceptée par vous et, conservant sa liberté d'action, il a mis ses efforts au service de son pays, sans qu'une contradiction dans ses actes puisse lui être reprochée.

Et quelles propositions alliez-vous porter à Versailles ? — *Pas une pierre de nos forteresses, pas un pouce de notre territoire !...* nous voulons vous parler, Monsieur, avec respect, vous sachant honnête, qualité plus rare chaque jour, mais il nous est impossible de ne pas vous dire que vous êtes trop avocat. Il est des moments où les mots sonores doivent se taire et s'effacer pour faire place aux actes réfléchis.

M. le Chancelier fédéral a du trouver que vous demandiez beaucoup pour donner si peu. La générosité de votre caractère vous a porté, sans doute, à supposer, chez le ministre prussien, une magnanimité qui n'est pas dans ses mœurs et, il faut le dire, que rien absolument ne motivait. Les diplomates vieillis dans les combinaisons de la po-

litique ont une logique inexorable qui semble n'avoir pas été la vertu de vos collègues, pas même la votre, Monsieur.

Losqu'enfin est arrivé le moment facile à prévoir de la capitulation de Paris, c'est vous encore qui vous êtes chargé du soin douloureux de conclure l'armistice. Vous n'avez pas craint de compromettre votre popularité, moins préoccupé, cette fois, des calculs de votre ambition que du salut de vos concitoyens deja trop éprouvés.

Nous constatons ici votre abnégation et regrettons toutefois qu'elle vous ait inspiré si tard. Ne valait-il pas mieux, dès le début, détromper la France, lui démontrer, après Sédan, que la lutte était impossible, vous efforcer de convaincre vos collègues et, ce faisant, conjurer, peut-être, les derniers revers qui nous ont frappés ?

C'était du moins à tenter; mais, dans tous les cas, il n'appartenait pas à un homme de votre caractère d'accepter, sous prétexte de révolution, une situation anormale à côté de ceux qui s'étaient arrogé le pouvoir au mépris de la souveraineté nationale et dont, ainsi, vous deveniez le complice. — Vous auriez pu vous classer parmi les grands citoyens, méconnu peut-être par les exaltés, révéré par les hommes d'esprit droit; vous avez mieux aimé prendre place, devant l'histoire, au banc des responsabilités écrasantes; — elle ira vous y interroger...

Nous arrivons à M. Gambetta. La conduite de celui-ci n'a été, d'un bout à l'autre, qu'une parode sinistre dont il faudrait rire si ses conséquences n'avaient pas fait couler tant de larmes.

Mal à l'aise dans Paris bloqué, trop effacé par ses collègues, M. Gambetta monte en ballon et va rejoindre, à Bordeaux, MM. Crémieux et Glais-Bizoin.

Ce dernier n'était pas gênant. Un jour il a dit aux soldats de l'armée de la Loire: « *Mes enfants, vous savez qu'un Français vaut deux Prussiens et même trois Bavarois!* » Voilà pour l'égalité et la fraternité des peuples. Après ces paroles mémorables, M. Glais-Bizoin a disparu.

M. Gambetta retrouve disons-nous, M. Crémieux son ancien patron du palais. Point d'affaires à plaider, pour le moment. Le patron n'a qu'un portefeuille à donner, l'élève l'accepte. Il en a deja un, qu'importe? il en eut accepté bien d' autres.

M. Crémieux, à son tour, éprouvait le besoin de rentrer dans les coulisses, entrevoyant la honte et, surtout, le danger de la comédie.

Voilà donc M. Gambetta ministre de l'intérieur et ministre de la guerre. M. Gambetta va à l'armée, passe des revues; M. Gambetta pérore et décrète; M. Gambetta joue au général et au dictateur; il n'est bientôt plus question, en France, que de M. Gambetta!

Vous avez eu l'audace de la jeunesse, Monsieur, et aussi, nous avons besoin de le croire, son inexpérience.

Est-il bien vrai que vous ayiez jugé possible de substituer 1792 à 1870? l' héroïsme de la France est le même et vous l'avez bien vu, mais que peut l' héroïsme contre les canons? les temps sont passés où l'on chassait l'ennemi avec des bataillons de volontaires pieds nus et armés au hazard. On ne se bat plus avec le cœur mais avec une artillerie perfectionnée. Vous êtes trop imbu de vos auteurs, Monsieur. Il faut tenir compte des inventions modernes.

Vous avez engagé l'honneur national; vous avez proclamé que la France serait deshonorée si elle ne se défendait pas à outrance. C'était votre opinion et vous avez agi comme si c'eut été l'opinion de

tous. La France vous avait-elle donné quelque pouvoir à ce sujet? N'était-il pas plus juste et plus rationel de lui laisser le soin de juger elle-même si son honneur était ou non en péril? vous avez trouvé plus sage de lui imposer vos sentiments et vos idées; vous avez mis la nation en tutelle!

Vous saviez que le premier soin d'un peuple longtemps esclave, inopinément rendu à la liberté est de se donner un tyran. Vous avez dit: le tyran c'est moi! — vous vous êtes érigé en dictateur; vos décrets étaient des listes de proscription qui envoyaient à la mort des milliers de pères de famille....

En somme qu'avez-vous fait? vous avez détruit des cités florissantes, dépeuplé les campagnes, ruiné la France; vous avez empêché le général Chanzy de secourir Paris, vous avez affamé, humilié Paris. Chaque soldat tombé est un meurtre dont vous avez à répondre.

Vous vous êtes trompé? Allez le dire aux dix mille hommes de l'armée des Vosges qui ont eu les pieds gelés, à tous ceux que les souffrances et les privations ont rendus fous! allez le dire à ceux qui sont morts!

Napoléon III, lui aussi, peut dire: « Je me suis trompé! » — et il faut bien le croire puisqu'il y a perdu son trône; on le maudit pourtant. Vous, qu'avez vous perdu? Entre l'empire et vous il y a cette différence. le premier régnait en exploitant les passions mauvaises; mais vous, vous avez évoqué ce qu'il y a de plus pur dans le cœur de l'homme: le dévouement à la patrie, l'amour de la liberté, le mépris de la mort; vous saviez bien que vous seriez mieux écouté. — Vous vous êtes adressé aux plus nobles sentiments du peuple et cela

pour le ruiner et pour le perdre! Votre machiavelisme est plus grand. Au lieu de réagir contre une tendance folle, au lieu de dire à ceux qui voulaient se battre, de se contenir en vue du salut commun, vous avez flatté leur généreux mais fatal aveuglement; vous vous êtes ménagé de faciles triomphes en exaltant des passions funestes... Eh bien, écoutez: il y a des hommes qui méritent la haine plus que les courtisans des rois, ce sont les courtisans du peuple; les premiers n'avilissent que leur conscience, les seconds déconsidèrent et étouffent la liberté.

Après Sédan il y avait un gouvernement à faire: le gouvernement de la propagande républicaine. La république fondée en France aurait fait le tour de l'Europe. En moins de dix années nous étions à Berlin. Nous, c'est-à-dire nos institutions libérales, soucieuses du droit, vengeresses des oppressions, fatales aux despotes. C'était la seule guerre possible, la vraie guerre du progrès, celle qui rapproche les peuples, relève la dignité humaine, anéantit les discordes, rend florissantes la justice et la vérité.

Le Gouvernement de la *Défense* a fait au rebours, il a attisé les haines, décrété le massacre des citoyens, rendu plus onéreuses les conditions de la paix, endetté la France de *dix neuf cents millions*, effrayé les honnêtes gens, et, — on peut le dire dès aujourd'hui, — tué la République.

Dieu veuille qu'il n'ait pas appelé, sur notre tête, de nouvelles tyrannies!

Nous ne commettrons pas, quant à nous, la faute que nous reprochons à ceux dont nous venons de dénoncer les actes. La France a le droit d'adopter la forme de gouvernement qu'elle croira la meilleure.

Quelle que soit sa décision nous nous inclinerons; mais au nom de toutes les lois du juste foulées aux pieds, au nom de la souveraineté populaire si cruellement méconnue, nous l'adjurons de demander compte aux usurpateurs de l'or (1) et du sang prodigués sans contrôle et sans droit; nous l'adjurons surtout, au nom de sa sécurité, d'éloigner du pouvoir tous ces hommes qui, dans des jours néfastes, sous prétexte de la sauver, ont tout fait pour la perdre. (2)

Londres 15 février 1871.

**L.**

---

(1) Notamment de l'emprunt Laurier-Gambetta-Crémieux !!!

(2) Dans une proclamation récente émanant du gouvernement de la *défense nationale*, nous lisons les phrases suivantes: « *A la France seule appartient le droit de disposer d'elle-même. Nous ne reconnaissons à personne le droit de lui imposer une volonté ni pour la paix, ni pour la guerre.* »

Il est impossible de signer avec plus d'audace sa propre condamnation.

